

14 novembre 2006

Décidons de notre avenir

■ Nous, postières et postiers, sommes appelés à une journée de grève le 14 novembre 2006 ■ Par cette grève, nous exprimerons notre refus : du démantèlement de nos services, de la réduction de nos acquis en matière de droit du travail, de l'absence de proposition salariale pour améliorer notre pouvoir d'achat ■ Nous voulons une Poste au service du public, et des femmes et hommes qui y travaillent ■ Nous exigeons une écoute et du respect de la part de nos responsables avec des réponses satisfaisantes ■ Soyons en mesure de réussir la journée de grève et de manifestations du 14 novembre, condition incontournable pour faire céder la direction sur nos revendications.

Les cheminots en lutte

Le 8 novembre, les cheminots étaient eux aussi en grève à l'appel de 6 fédérations syndicales dont SUD Rail.

Les revendications des cheminots convergent avec celles des postiers. A concurrence, rentabilité financière et suppressions d'emplois, les cheminots réclament un service public avec les moyens pour assurer le transport correct des usagers. Tout comme à La Poste, SUD Rail dénonce le démantèlement de la SNCF, en particulier le secteur du FRET, et l'absence de dialogue social.

Les cheminots revendiquent :

- l'arrêt des suppressions de trains,
- l'arrêt des fermetures de guichets,
- une meilleure qualité de service aux usagers en matière de régularité des trains, d'information, d'accueil et de sûreté,
- des embauches de cheminots.

En dépit des multiples protestations et mécontentements émanant de tous les services de La Poste et comme sur les questions sociales, nos dirigeants, dans le plus grand mépris, continuent inlassablement leur projet de privatisation rampante.

Après plusieurs années de restructurations et de réorganisations dans tous les services et au nom de l'environnement concurrentiel, ceux qui nous dirigent n'en finissent pas de nous annoncer des mesures de régression. Si nous laissons faire l'avenir des 300 000 postières et postiers sera bien sombre.

Avec la plus grande hypocrisie, nos dirigeants présentent leur projet de démantèlement de La Poste en mettant, soi-disant, "**les femmes et les hommes au centre de leurs préoccupations**".

La vérité est que, depuis des années maintenant, nos dirigeants ne se comportent pas en défenseur des intérêts généraux mais bien en patrons dignes du MEDEF. Patrons dont la préoccupation première est l'affirmation "*d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée*".

Dans cette mise en concurrence, les salarié-es quels qu'ils soient, de l'exécution à l'encadrement, n'ont rien à gagner, les patrons n'ayant qu'un objectif : faire baisser les coûts !

Dans cette économie de marché, nous, postières et postiers, devons réagir et imposer d'autres choix par le rapport de force.

A chaque étape supplémentaire de libéralisation, avec 2009 en ligne de mire et l'ouverture totale à la concurrence des activités postales, le prix à payer pour les personnels est toujours le même : des milliers de suppres-

suite au verso ⇨



sions d'emplois, des carrières de moins en moins favorables, des promotions de plus en plus exigeantes, des objectifs de plus en plus importants, une gestion du personnel où la frontière entre harcèlement et "management" est difficile à cerner, l'arbitraire au quotidien, des inégalités de plus en plus criantes entre personnel, entre secteurs d'activités...

Tout cela est bien le résultat de décisions politiques prises par nos dirigeants, et qui s'écartent chaque jour un peu plus du service public. Pour imposer toujours plus de productivité, plus de rentabilité, ici on installe des machines infernales, là on invente des vélos plus résistants à la charge, des compétitions entre collègues sont instaurées, l'individualisme est érigé en modèle...

Si dans cette course effrénée à la rentabilité, usagers et personnels sont chaque jour un peu plus perdant, elle fait néanmoins le bonheur d'une minorité de dirigeants, qui rêvent pour leur carrière, de profiter des services qu'ils rendent au libéralisme.

Dans ce contexte de casse de notre outil de travail, il est possible de réagir et de gagner. La résistance contre les mesures aliénantes supportées par le personnel existe : beaucoup d'usagers n'acceptent pas que La Poste soit vendue aux requins du capital ; de nombreux élus refusent les décisions politiques et font pression pour défendre l'intérêt général. La réussite de la grève, des rassemblements et manifestations s'impose le 14 novembre.

Toutes et tous en grève le 14 novembre !

Grève aux impôts

Tout comme à La Poste, le Directeur Général devra faire face à la grève le 14 novembre.

C'est l'annonce faite par un communiqué commun de six fédérations syndicales des impôts, dont le SNUI, membre de notre union syndicale Solidaires.

Ces fédérations syndicales protestent contre l'absence de dialogue social.

Productivité, rentabilité, déréglementation, réduction des effectifs sont les maîtres mots de la Direction des impôts.

Ce sont, bien sûr, les personnels des impôts qui subissent les effets de cette politique par la remise en cause des droits comme celui des mutations, mais aussi la réduction des effectifs et la dégradation des conditions de travail.

Pour les usagers, c'est bien sûr et toujours la qualité de service d'accueil et d'information qui se dégrade de plus en plus.

*C'est sous le mot d'ordre :
"on n'est pas des pions"
que les six fédérations syndicales appellent les agents des impôts à être massivement en grève le 14 novembre.*

Grève unitaire à La Poste

Ce sera à l'appel de cinq fédérations syndicales SUD, CGT, FO, CFDT et CFTC que les postières et postiers sont appelés à se mobiliser fortement le 14 novembre 2006.

Depuis des mois, les motifs de mécontentement ne manquaient pas parmi le personnel. Mais pour réussir une mobilisation, SUD reste persuadé de la nécessité de l'unité des organisations syndicales.

C'est dans ce sens que depuis des semaines notre fédération syndicale s'est mobilisée, multipliant les sollicitations auprès des fédérations. Dans de nombreux départements déjà des initiatives d'actions unitaires s'étaient exprimées.

Etre uni dans la grève, c'est pour le personnel la garantie d'un meilleur rapport de force et c'est se donner les meilleures chances de gagner sur les revendications essentielles.

La fédération SUD reste dans une démarche de priorisation de l'unité syndicale afin d'être en condition de gagner pour l'emploi, nos salaires et contre les réorganisations.

Pour l'Île-de-France, rendez-vous le 14 novembre place d'ITALIE (Paris 13^{ème}) à 13h30



SUD PTT - Fédération syndicale des activités postales et des télécommunications
25, rue des Envierges 75020 PARIS - www.sudptt.fr courriel sudptt@sudptt.fr Tél: 01 44 62 12 00